

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2533>



# Emilie Moreau : construire des suites au 22 mars

- Syndicats Nationaux - SNUipp-FSU - Conseils Nationaux - CN 2017-2018 - Conseil national de mars 2018 -



Date de mise en ligne : dimanche 18 mars 2018

Date de parution : 18 avril 2018

---

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

---

À« Je comprends bien évidemment la préoccupation sincère de parents ou de certains professeurs qui sont de bonne foi et qui sont concernés par certains cas de fermetures. Je comprends leur vigilance et je la partage. À» Voilà les propos de Blanquer pour tenter d'éteindre la polémique sur les fermetures de classes dans le rural.

Les mobilisations départementales se sont en effet multipliées lors des dernières semaines, regroupant enseignant-es, parents et commune pour le maintien d'un service public d'éducation de qualité sur l'ensemble du territoire. Le SNUipp-FSU avait prévenu des difficultés à venir dès l'annonce de la dotation 2018.

Nous avons su mobiliser nos collègues et communiquer largement. Nous devons continuer de marteler nos arguments et données pour contrer la communication bien huilée de Blanquer et exiger un autre budget pour le premier degré.

Affirmer que s'il y a bien plus de 1000 créations de classes hors éducation prioritaire, il y a 3 fois plus fermetures.

Affirmer que la promesse de non disparition des PDM est un mensonge au regard du nombre de fermetures de ce dispositif en éducation prioritaire.

Affirmer que les baisses démographiques ne sont pas la seule raison des fermetures dans le rural.

Affirmer que la baisse des effectifs peut être efficace sur le long terme, à l'exact opposé de choix faits par certains DASEN d'augmenter les effectifs des autres classes des écoles en éducation prioritaire.

La carte scolaire n'est pas notre unique cheval de bataille. Reprendre la main sur notre santé en est un autre. Près de 18 000 mails pour réclamer une médecine de prévention ont été envoyés. Cela peut sembler peu au regard du nombre d'agent-es concerné-es. Pourtant cette revendication vise juste. Les souffrances liées à nos conditions de travail sont tout aussi réelles que le manque de considération de notre employeur. Il convient de penser cette campagne sur un temps long, un temps nécessaire de conviction de nos collègues, d'explication de nos revendications qui en la matière vont plus loin qu'une visite médicale. Rendre visible cette pétition peut passer par des RIS, des motions d'école, en lien avec le rôle des CHSCT pour mettre du collectif dans cette revendication.

Autre élément, et non des moindres, de cet inventaire de nos luttes, c'est notre bataille sur le temps de travail et la reconnaissance du travail invisible. La fin des APC, première étape, a connu des succès divers mais est un marqueur de l'action syndicale du SNU dans les écoles. Nous la poursuivons aujourd'hui avec l'action À« 108h ça déborde ! À» pour laquelle il va nous falloir créer une nouvelle dynamique.

Le 22 mars nous serons en grève bien sûr pour nos salaires, mais aussi contre la mise en place de CAP22, fausse consultation et vraie mascarade pour justifier la délégation ou l'abandon de mission de service public et la remise en cause du statut de fonctionnaire. Deux arguments sont avancés par le gouvernement : la dégradation du service rendu et la dette de l'Etat. Les mêmes que pour la SNCF ou les hôpitaux.

Ce même gouvernement oublie de dire que depuis des années la dépense pour les services publics baisse, niant son rôle de répartition. Que la réduction du nombre de fonctionnaires c'est aussi un service public moins bien rendu et des usagers mécontents qui pourraient ainsi accepter son démantèlement.

Les privilégiés ne sont ni les fonctionnaires ni les cheminots ni les salariés. Ils sont ceux qui par leur désir de profit ont appauvri l'Etat. Ils sont ceux qui dictent les réformes leur permettant d'accumuler encore plus et qui veulent nous faire croire que les droits conquis par les fonctionnaires, cheminots ou salariés sont archaïques.

La journée de grève du 22 mars s'inscrit dans la suite logique des mobilisations sectorielles, comme la carte scolaire, point d'appui pour convaincre nos collègues que les réformes envisagées sont une remise en cause profonde des services publics.

Il faut réussir le 22 et d'ores et déjà envisager les suites car contrer ce gouvernement ne pourra se faire par une seule journée de mobilisation. Le SNUipp et la FSU doivent porter la nécessité de suites rapides, manif nationale ou nouvelle date de mobilisation.